ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 (4e Circonscription)



PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Henri SOUQUE

Fonctionnaire des Finances,
Conseiller Municipal de Lormont,
Ancien Combattant Volontaire de la Résistance,
Militant Syndicaliste C.G.T.

La crise de mai est une colère populaire. Elle prouve la faillite du régime et condamne le système capitaliste. La jeunesse du pays, ses ouvriers ses techniciens, ses artistes, ses paysans, ont tous tenu le même langage : « Nous ne voulons plus de ce pouvoir, nous voulons prendre en mains nos propres affaires dans les entreprises, dans les quartiers, dans les écoles. **NOUS VOULONS CONSTRUIRE UNE SOCIETE NOUVELLE** ».

Cette démonstration de force n'a pas encore changé le pouvoir. Mais l'exigence demeure. La « participation » gaulliste, qui laisse les décisions entre les mains du patronat, ne peut la satisfaire. La volonté populaire pourra être victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche déconcertées et prudentes, céderont devant la vigueur du courant.

Pour renforcer ce courant, LE P. S. U. propose :

— **L'ECONOMIE PASSE AUX MAINS DES TRAVAILLEURS** pour être à leur service. L'ajustement de l'économie n'est plus assuré par le chômage mais par une planification élaborée et contrôlée à tous les niveaux par les travailleurs et les usagers.

— **L'UNIVERSITE EST RECONSTRUITE** à partir de ses conquêtes : critique collective de l'enseignement, autonomie d'organisation, gestion paritaire.

— **LA CULTURE N'EST PLUS UN PRODUIT QUE L'ON VEND** ; elle appartient à tous et crée des rapport nouveaux entre les individus.

— **LA LIBERTE SEULE COMMANDE L'INFORMATION** : l'O.R.T.F. autonome et les moyens de presse relèvent d'une gestion démocratique, qui les ouvre à tous les courants.

— **LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN FRANCE EST LIEE A UNE ACTION INTERNATIONALE** contre la domination de l'impérialisme américain, contre l'armement nucléaire, pour une construction européenne qui n'entrave pas la marche au socialisme dans chaque pays, pour une solidarité avec les luttes du Tiers-Monde, en premier lieu celle du peuple vietnamien.

— **LES ASPIRATIONS REVOLUTIONNAIRES DE MAI se concrétisent dans la formation de Comités d'action populaire : dans les universités, les entreprises, les quartiers et les localités.**

Sur cette plate-forme, peuvent s'unir, ouvriers, techniciens, cadres, étudiants, enseignants, artistes, paysans, contre les appareils, pour le socialisme dans la liberté.

⁂

La crise de mai a durement secoué l'Aquitaine et Bordeaux : l'Université en effervescence, plus de cent mille travailleurs en grève occupant les entreprises, tous les services publics et les transports paralysés. Cette unanimité des travailleurs traduit la gravité de la situation économique de la région.

— Le chiffre des demandes d'emploi non satisfaites est passé en 2 ans de 5.843 à 8.257 (février 1968), soit une augmentation de 40 %. Ce chiffre ne tient pas compte des jeunes qui ne trouvent pas de travail. Au total les travailleurs sans emploi sont évalués à environ 15.000. Par l'absence de prévision économie sérieuse, les implantations industrielles ne suffisent pas à développer l'emploi si la coordination avec une formation professionnelle valable n'est pas assurée. La prolongation de la scolarité obligatoire avec la création des Sections d'Education Professionnelle est, dans les conditions actuelles de sa réalisation, une scandaleuse duperie, permettant l'exploitation du travail des jeunes.

— Les fermetures d'entreprises se multiplient dans les secteurs les plus divers, notamment la grosse chaudronnerie et la mécanique générale. Dans les entreprises encore épargnées, les licenciements sont nombreux et les horaires de travail se réduisent.

— Un grand nombre d'entreprises locales, par suite de l'incapacité du patronat, en particulier dans la chaussure, la confection, les industries alimentaires ne peuvent vivre que par des salaires scandaleusement bas.

Tels sont les résultats d'une politique économique à laquelle préside M. CHABAN-DELMAS depuis 20 ans. Pour que vivent Bordeaux et sa région, c'est une tout autre politique que le P.S.U. propose :

— Une véritable politique de régionalisation : **ASSEMBLEE REGIONALE ELUE,** dotée de réels pouvoirs de décisions, responsable de son budget et du plan régional coordonné au plan national.

— La planification régionale portera sur l'établissement d'activités adaptées aux conditions géographiques et économiques générales : pour compenser sa situation excentrique dans le Marché Commun, l'Aquitaine doit se tourner vers des **INDUSTRIES CREATRICES D'EMPLOIS** et productrices de biens de haute qualité pouvant supporter des frais de transports.

— Une telle politique supposera la mise en place de structures d'enseignement permettant une **FORMATION ADAPTEE** des jeunes et des adultes.

Le régime gaulliste est incapable de faire une telle politique. L'aménagement du territoire a fait faillite, M. CHABAN-DELMAS et ses collaborateurs ont tout misé sur les activités liées à la Défense Nationale ; ils ont gaspillé les crédits alloués pour la région dans des dépenses de prestige, endettant lourdement la ville et en en faisant supporter les conséquences fiscales sur une communauté urbaine créée dans ce but.

Si vous contestez les structures économiques sociales et politiques de notre pays,

vous voterez

Henri SOUQUE

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Laure LATASTE

Institutrice C.E.G. Floirac.

Imp. NEUVE, 35, r. Neuve - Bx - Tel. 48 13 63

VU, les Candidats :